erci de m'avoir invité à donner la conférence O.D. Skelton de cette année. Je suis honoré de suivre les traces des personnalités éminentes, hommes et femmes, qui m'ont précédé sur cette tribune. Je voudrais d'abord vous dire que j'ai depuis longtemps beaucoup d'admiration pour ce ministère. J'ai travaillé de près avec lui à l'époque où j'occupais de hautes fonctions au sein des Forces canadiennes et lors de mon bref séjour à notre ambassade à Washington, et j'ai toujours été impressionné par l'habileté des membres du personnel et par leur vision prospective. Je suis impressionné également par votre aptitude à poursuivre vos activités de manière aussi efficace malgré les contraintes financières auxquelles vous avez dû faire face depuis le début des années 1990.

Quand je faisais mon diplôme en histoire au Collège militaire royal du Canada, mon tuteur était feu George Stanley, soldat et historien émérite, et ancien lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick. Sachant que je venais d'émigrer de Grande-Bretagne et que mon intérêt pour l'histoire portait avant tout sur la période des Tudors et des Stuarts, ainsi que sur la Renaissance et la Réforme, Stanley était très ferme : si je voulais faire une carrière militaire au Canada, je devais avoir plus qu'une connaissance superficielle de l'histoire canadienne. Parmi les cours qu'il m'a prescrits en était un sur l'histoire constitutionnelle du Canada, qu'il enseignait lui-même. Le cours était donné à la façon des tuteurs d'Oxbridge : nous n'étions que trois étudiants - dont Desmond Morton, l'historien canadien bien connu - et chacun devait préparer périodiquement un travail pour discussion en groupe. Un des travaux qui m'avaient été assignés portait sur le rôle joué par le Canada vis-à-vis la proposition faite par la Société des Nations [SDN] en 1935 d'imposer des sanctions contre l'Italie à la suite de son invasion de l'Éthiopie.

Vous êtes probablement tous au courant de cet incident et du rôle du Canada dans cette affaire. L'attaque italienne contre l'Éthiopie est survenue pendant la montée du fascisme en Europe, et beaucoup estimaient que la Société des Nations devait intervenir rapidement pour démontrer la